

**AGRETIS a.s.b.l.****Organisme de contrôle agréé BELAC 590-INSP**

www.agretis.be - info@agretis.be

Rue des Anneuses, 49

B-4860 Wegnez

N° vert : 0800/210.95 - Tél. Fax : 087/68 73 11

Agent-visiteur :

Numéro de rapport :

Date :

N° commande

CONTROLE D'UNE INSTALLATION ELECTRIQUE DOMESTIQUE BASSE TENSION**Renseignements d'identification**

Adresse de l'installation

Type de locaux

Propriétaire

Distributeur d'électricité

Installateur

N° TVA / carte d'identité

Code EAN

Demandeur

o Non communiqué

Type de contrôle:

Conformément aux exigences du règlement général sur les installations électriques (RGIE)

Art 270

- ☐ Conformité / Mise en service
☐ Modification / extension
☐ Installation provisoire / chantier
☐ Installation photovoltaïque

☐ Art 271/271bis : contrôle périodique☐ Art 276 : renforcement☐ Art 276 Bis : Vente habitation☐ Art 278 : dérogations☐☐ Art 86 ☐ Art 87☐ Art 88 BA4-BA5**Données générales de l'installation électrique :**

Numéro métrologique : 17T00034 1710003 Numéro compteur : 518 13 957 Index jour 043374 Index nuit 035899
Tension nominale : ☐ 2 x 230 V ☐ 3 x 230 V ☐ 3 x 400 V + N Protection générale du branchement - Existante : 20 A - Prévue A
Colonne d'alimentation principale 4 x 25 mm² Type : FVVB Différentiel général : 40A / Δ 300 mA / type : A - AC
Nombre de tableaux : 1 Nombre de circuits terminaux : 12 Type de prise de terre : ☐ Boucle ☐ piquets ☐
Compteur certificats verts : N° Classe compteur vert/ MID : Index : kwh Puissance totale : kVA
Numéro de série onduleur : Nombre de panneaux photovoltaïques :

Description de l'installation :

Fondation ☐ AV 81 - ☐ AP 81Electricité ☐ AV 81 - ☐ AP 81**Mesures et contrôles :**

Résistance de dispersion prise de terre : 73 Ω Test du différentiel : ☐ en ordre ☐ pas en ordre
Isolement général : 510 MΩ Test de défaut : ☐ en ordre ☐ pas en ordre
Test de continuité : ☐ en ordre ☐ pas en ordre Plombage du différentiel : ☐ en ordre ☐ pas en ordre
Protection surintensité : ☐ en ordre ☐ pas en ordre Etat du matériel fixe : ☐ en ordre ☐ pas en ordre
Protection à courant différentiel résiduel : ☐ en ordre ☐ pas en ordre Schémas : ☐ en ordre ☐ pas en ordre

Résultats : Remarques (R) - Infractions (I) :**Liste des numéros d'infractions : voir verso**

O R - O I

O R - O I

O R - O I

O R - O I

O R - O I

O R - O I

Le contrôle ne porte que sur les parties visibles et accessibles de l'installation, d'autres infractions pourraient apparaître à la lecture des plans et Schémas électriques

Conclusion:

- ☒ L'installation électrique est conforme aux prescriptions du Règlement Général sur les Installations Electriques (R.G.I.E).
Le prochain contrôle périodique est à effectuer dans le délai prescrit par la réglementation en vigueur 11 / 05 / 2013
☐ L'installation électrique n'est pas conforme aux prescriptions du Règlement Général sur les Installations Electriques (R.G.I.E).
Une visite complémentaire est à exécuter par le même organisme avant le
Les travaux nécessaires pour faire disparaître les infractions constatées pendant la visite de contrôle, doivent être exécutés sans retard et toutes mesures adéquates doivent être prises pour qu'en cas de maintien en service des installations, les infractions ne constituent pas un danger pour les personnes et les biens.

Nombre d'annexes :

- ☐ Schéma unifilaire
☐ Schéma d'implantation
☐
☐

Agent Visiteur Date et Signature
Agent contrôleur
Agretis.be 0491/98 28 17

Cachet gestionnaire

Le PV de visite de contrôle doit être conservé dans le dossier de l'installation électrique et toute modification intervenue dans l'installation électrique doit être renseignée dans le dossier.
Le Service Public Fédéral ayant l'Energie dans ses attributions doit être avisé immédiatement de tout accident survenu aux personnes et dû, directement ou indirectement à la présence d'électricité.
Dans le cas où une infraction a été constatée lors d'une visite de contrôle, il est obligatoire de faire effectuer une nouvelle visite de contrôle par le même organisme afin de vérifier la disparition des infractions au terme d'un délai de un an. Dans le cas où, lors de cette seconde visite, des infractions subsistent, l'organisme agréé se doit d'envoyer une copie du procès verbal de visite de contrôle à la direction générale de l'énergie préposée à la haute surveillance des installations électriques domestiques.